de développement de l'Algérie

Ce fut une erreur stratégique ! Parce que nous étions, triste héritage de «la nuit coloniale», un peuple composé en majorité de jeunes hommes et femmes analphabètes à 95%, avec très peu de formation professionnelle ! Et ce sont ces jeunes adultes qui ont géré le pays pendant des décennies, jusqu'à des survivants encore aujourd'hui à la tâche. Sans doute que ce très faible niveau moyen éducatif et culturel du pays, cette faiblesse de la valorisation du «capital humain» a beaucoup contribué aux déboires de l'Algérie. Il convient de ne pas renouveler cette erreur stratégique du point de départ. Nous en avons aujourd'hui les moyens financiers. Durant cette «transition» qui s'ouvre, il convient, pour inverser les mauvaises tendances, largement constatées par beaucoup de segments de l'opinion, de réfléchir et de mettre en œuvre un vaste «programme de formation continue». Un minimum de formation professionnelle et culturelle devrait pouvoir être offert à chacun, au profit prioritaire de la grande cohorte des jeunes qui sortent chaque année des écoles sans diplôme et sans formation. Pour limiter et rattraper les dégâts d'«une école en faillite» qui se solde par un grand gaspillage de la ressource humaine. On estime en effet à plus de 800 000 par an, ces «neurs» (en anglais), c'est-à-dire des jeunes qui ne sont «ni à l'école ni à l'emploi». Ce programme de la «formation continue» qui serait ouvert à tout «actif», pour peu qu'il le veuille sérieusement, serait à notre sens une bonne façon de «semer le pétrole». Un bon «retour sur investissement» pour le pays, comme disent les capitalistes. Il y a urgence de commencer par récupérer cette masse d'oisifs de notre jeunesse, «jetés à la rue» chaque année, par milliers. Les former professionnellement par l'apprentissage ou d'autres moyens éducatifs, pour leur donner une chance d'être employés dans une économie productive, économie nouvelle qui reste à promouvoir sur une échelle adéquate, à laquelle ils pourraient progressivement, à leur tour, contribuer ; pour l'immédiat cette formation de rattrapage doit leur permettre d'être «employables» par des entreprises existantes, ou de les préparer à initier par eux-mêmes des micro-entreprises économiques ; ou tout au moins de leur permettre de s'épanouir dans des activités socialement et culturellement utiles dans d'autres structures, type associations culturelles, sportives ou d'intérêt général comme le service civil. Ce programme de «formation continue» financé par l'Etat visant à toucher le plus grand nombre doit pouvoir répandre aussi l'esprit citoyen ; afin de responsabiliser tout un chacun, apprendre à chaque Algérien de savoir se prendre en charge lui-même. Commencer à inverser la très forte tendance actuelle, qui mine toute la société, à tout attendre de l'Etat, et tout de suite !

L'autre piste concerne «l'élite professionnelle». Certes «l'économie de marché» à laquelle, en principe, on adhère depuis les réformes de 1990, voudrait que spontanément se dégage cette élite, ou «les entrepreneurs». Libéré de toutes entraves, le «marché» ferait émerger en nombre les entrepreneurs ! Hélas, comme perçu plus haut, cet indicateur de «taux de participation» de 40% de la population active (statistique de l'ONS) ramené ici par nous à juste 10/15% de contributeurs réels à la richesse économique du pays — en gros correspondant aux activités hors-secteur informel — est beaucoup trop faible ! Ce fait peut aussi être corroboré par les entrepreneurs actuels eux-mêmes, aussi bien étrangers que nationaux, qui déclarent et justifient souvent leur frilosité en matière d'investissements, entre autres causes, par cette grande pénurie des femmes et des hommes suffisamment formés et expérimentés. On importe même des ouvriers dans des chantiers de TP. Il semble donc qu'une politique volontariste soit indispensable pour promouvoir cette «élite professionnelle» à la hauteur quantitative des besoins de l'économie moderne, et de nos légitimes ambitions de développement.

C'est à l'université, aux centres de formations, qu'il convient d'apporter cette réponse. Or, ces institutions de formation doivent d'abord faire leur propre révolution, pour qu'elles ne soient plus accusées d'être juste «des usines à chômeurs» ou des «garderies» ! Il est impératif aussi que l'université algérienne, ses instituts de recherche s'impliquent dans la création de la richesse économique. Pas seulement d'ambitionner de former des beaux-esprits ! Ce qui n'est pas en soi, loin sans faut, un but négligeable ! Mais pour faire face à nos défis de développement, il faut révolutionner l'université à commencer par y chasser le charlatanisme souvent dénoncé en son sein.

En visant des performances sanctionnées par les classements internationaux type «Shanghai». Notamment parmi les performances à atteindre, il convient d'établir de sérieuses liaisons entre enseignement-formation-emploi (type «incubateurs, ou pépinières d'entrepreneurs») lesquelles doivent être rapidement mises en place ou devenir beaucoup plus efficientes, et sur des échelles qui répondent à l'ampleur des buts visés. Ainsi, la «formation continue», «la révolution de notre université et de notre système de formation» nous paraissent les pistes les plus solides pour nous sortir de l'économie «extravertie et rentière» ; cette dernière tourne le dos dans les faits à la valorisation du «capital humain». A la seule «richesse des nations» qui vaille ! Dans le même temps, cette «transition» qui s'ouvre ces prochaines années, souvent appelée au niveau international «transition énergétique», c'est-à-dire une économie universelle nouvelle fondée sur des énergies non fossiles ou encore «d'après-pétrole», doit permettre de jeter les bases de notre propre industrialisation.

Comment concevoir une nouvelle industrialisation du pays ?

Après un départ conséquent mais dévoyé, les deux premières décennies post-indépendance (voir «Les transformations économiques au 20e anniversaire» Enal Alger 1982) l'industrie algérienne est actuellement bien faible et déclinante dans le PIB. Moins de 4%, résultat de plusieurs facteurs dont «un discours à la mode» sur «la désindustrialisation» ou période «post-industrielle», discours qui s'adresse en fait au monde déjà développé, et à ses crises propres, mais qui ne correspond ni à notre histoire d'ex-colonisés, ni à nos besoins en emplois qualifiants et ambitions de développement, ni à nos structures économiques très sous développées. Discours sur la «désindustrialisation» que souvent on a parfois repris chez nous, par mimétisme, ou peut-être pour cacher des intérêts catégoriels non avouables («l'import-import» étouffant le producteur)! On tente ces derniers temps de réhabiliter cette base industrielle née des premiers plans (1000 entreprises achevées en 1982) et sur laquelle devait s'amorcer «l'industrialisation en profondeur» du pays. «En profondeur», c'est-à-dire une industrialisation qui devait toucher d'une façon «intégrée» et entraînante toutes les activités productives, agriculture, industrie, et les services et infrastructures liés à cette modernisation et promotion de l'économie productive. Les conditions actuelles de l'industrialisation dans le monde sont bien différentes, notamment la «globalisation» de la production mondiale de biens et de services, qui font que les entreprises parmi les plus puissantes qui tirent le plus fortement la croissance mondiale «délocalisent» leurs usines et leurs produits. Un des critères d'ailleurs des lieux choisis de «délocalisation» tient à la disponibilité de ressources humaines qualifiées ; un des critères les plus incitatifs des IDE (Investissements directs des étrangers) à investir ou à se délocaliser dans tel ou tel pays. Poussant même plus loin la «déterritorialisation» de la production industrielle, un même produit industriel, pouvant souvent être fabriqué dans ses diverses composantes à différents endroits géographiques de la planète. C'est une première donnée qui doit faire réfléchir nos acteurs et nos stratèges industriels. L'évolution de la globalisation dans laquelle notre économie et son développement sont inévitablement plongés, mondialisation qui se présente pour nous avec de nouvelles contraintes, notamment dans ses brutales fluctuations (exemple : la brutale augmentation des produits agricoles sur les marchés mondiaux fortement «financiarisés», l'hiver 2010-2011, préludes et cause sérieuse, on l'oublie trop, des explosions sociales dans toute notre région sud de la Méditerranée, Algérie y incluse ! Sans évoquer la terrible chute du prix du baril de pétrole en 1987 !). Mais cette «mondialisation» offre aussi de nouvelles opportunités de «nous inscrire dans les grands courants de la science et de la technologie universelle», selon les propres termes de la Stratégie globale du développement de l'Algérie de février 1966. A la condition, encore une fois, que le pays soit «attractif» pour les multinationales, c'est-à-dire, précisément, un pays où la ressource humaine qualifiée soit suffisamment disponible.

Un des axes majeurs qui structure dorénavant l'économie mondiale et qui suscite d'une façon acharnée les grandes compétitions des Etats et des grands groupes industriels, est sans aucun doute l'énergie.

La course au contrôle des sources d'énergie

Bien des tensions vécues actuellement dans notre propre région s'expliquent sans doute par cette course au contrôle de l'énergie. Producteur d'énergies fossiles, pétrole et gaz, et aussi potentiellement d'énergie non fossile, principalement le soleil, nous avons théoriquement des cartes stratégiques pour nous défendre dans une «mondialisation» qui n'a jamais été tendre avec les plus faibles. A condition que les producteurs de matières premières se regroupent, face à ceux qui dominent cette «mondialisation». A l'instar de ce qu'a pu faire l'Opep durant une période. En effet citons par illustration de ce rappel historique, qu'en 1974, pour la première fois dans l'histoire des relations économiques internationales, disons pour simplifier entre le Nord et le Sud, des producteurs de matières premières ont eu leur mot à dire dans la fixation des prix de ces matières premières !

Les différentes formes de la mondialisation de la production des biens et des services poussent à des regroupements de grands groupes industriels, mais aussi à des régionalisations (groupements économiques de pays) souvent sous la forme d'«associations de libre-échange».

Mais comme le soulignait un prix Nobel de l'économie, Maurice Allais, que l'on ne peut, certes, pas accuser de «gauchisme» ou de «tiers-mondisme attardé» : associer le «Nord» industrialisé et le «Sud» encore le plus souvent sous-développé est en fait proposer un partenariat «entre le pot de terre et le pot de fer» ! On nous suggère souvent de passer par ces regroupements régionaux autour de zones commerciales de «libre-échange», type «Grand Moyen- Orient» ; projet cher à la première puissance économique mondiale. Mais notre approche proposée ici, qui est bien différente, même si elle est beaucoup plus compliquée à mettre en œuvre, serait de réunir nos pays voisins de l'Est, l'Ouest, le Sud, autour de projets communs de valorisation des matières premières (pétrole, gaz, uranium, soleil, etc.).

C'est la voie la plus sérieuse, même bien ardue, de rompre avec «la division internationale du travail» du schéma d'exploitation, type «pacte colonial», qui entendait maintenir les pays du Sud, les producteurs de matières premières, sans industrialisation. Les considérer juste comme des marchés de consommation pour y déverser la pacotille industrielle du Nord, et y puiser, au besoin, la main-d'œuvre excédentaire de ces pays, que leurs économies non industrialisées ou non modernisées ne peuvent faire travailler.

Poussant aux solutions d'exil de désespoir à la recherche du travail, beaucoup de jeunes de nos pays (harraga). Cette «division internationale du travail» est, si on y regarde de près, toujours bien actuelle en ce début du XXIe siècle ! Elle engendre, comme perçu plus haut, des «économies extraverties et rentières» au Sud détenteur de mines et autres matières premières indispensables à l'industrie moderne.

Laissant donc l'essentiel de la «richesse des nations», c'est-à-dire la valorisation du «capital humain» par le travail qualifié, se faire uniquement au profit du Nord ; aux acheteurs de ces matières premières qui transforment chez eux les matières brutes puisées chez nous en produits à forte valeur ajoutée, et emplois qualifiés. Il appartient durant cette «transition» qui s'ouvre à nos élites du Maghreb et du Sahel de faire mûrir et concrétiser cette voie de salut, pour pouvoir promouvoir réellement le développement de la région. Après tant d'années de désunion et de tentatives isolées, par les pratiques dominantes dans les faits du «chacun pour soi», pour tenter de s'en sortir, d'édifier au travers de projets communs de valorisation des matières premières, des économies performantes en particulier dans ces deux domaines prioritaires : de l'emploi qualifiant et de la sécurité alimentaire.

M. O.

Poussant aux solutions d'exil de désespoir à la recherche du travail, beaucoup de jeunes de nos pays (harraga). Cette «division internationale du travail» est, si on y regarde de près, toujours bien actuelle en ce début du XXIe siècle ! Elle engendre, comme perçu plus haut, des «économies extraverties et rentières» au Sud détenteur de mines et autres matières premières indispensables à l'industrie moderne.

(1) Population active sens BIT : l'ONS estime par enquête régulière cette «population active». C'est un concept qui englobe toute personne apte au travail professionnel (excluant les femmes au foyer, les malades, les appelés au service militaire..), apte à travailler de l'âge de 16 à 59 ans, et qui est occupée effectivement ou qui est au moment de l'enquête, à la recherche d'un travail. Ce concept statistique de population «active» englobe donc les occupés mais aussi les chômeurs.

(2) Âge de travailler : légalement fixé selon les pays, en général à 15/16 ans, excluant donc le travail des enfants interdit ou protégé par des conventions du Bureau International du Travail.

(3) Ancien planificateur et secrétaire général du Plan, 1963-1984 ; ancien haut fonctionnaire du BIT 1985-1997. Consultant international en économie du développement.